

**Allocution de M. Jens Stoltenberg,  
Premier Ministre de Norvège,  
à la Soixantième Assemblée mondiale de la Santé**

**Genève, mardi 15 mai 2007**

Madame le Président, Madame le Directeur général, Mesdames et Messieurs les Ministres, Excellences, Mesdames et Messieurs,

J'ai eu l'honneur, il y a sept ans, de signer à New York la Déclaration du Millénaire avec 189 autres chefs d'Etat ou de gouvernement.

Cette déclaration fixe solennellement huit objectifs fondamentaux, les objectifs du Millénaire pour le développement, pour le progrès de l'humanité d'ici 2015. C'est avec humilité que j'y ai apposé mon nom, impressionné en particulier par l'histoire épique qui sous-tend ce document qui exprime en peu de mots le chemin que nos sociétés et nous, êtres humains, avons parcouru pour vaincre les injustices et des conditions de vie inhumaines et dégradantes.

Les objectifs du Millénaire pour le développement font apparaître implicitement l'ampleur des progrès réalisés depuis le début de nos civilisations.

L'humanité a commencé à utiliser des outils il y a environ 50 000 ans.

L'industrialisation date de 200 ans environ.

Il y a 150 ans que l'on pratique véritablement l'anesthésie.

Les vaccins ont 100 ans.

Et les antibiotiques un peu plus de 50 ans.

La santé a fait plus de progrès en 100 ans que jamais auparavant.

Mais en l'an 2000, nous nous sommes promis de réduire la mortalité de l'enfant des deux tiers en 15 ans, c'est-à-dire d'ici à 2015. C'est l'objectif 4.

Nous nous sommes aussi promis de réduire de moitié, dans le même temps, la proportion de personnes qui vivent avec moins d'un dollar par jour et souffrent de la faim.

Nous avons d'énormes moyens et des ressources considérables, qui peuvent nous permettre d'atteindre ces objectifs d'ici huit ans. Ces objectifs sont extrêmement ambitieux.

Je ne doute pas un seul instant que ce soit possible. Nos pays et nos peuples peuvent s'organiser, mettre en commun leurs ressources et tenir ces promesses.

Je me rappelle être rentré du Sommet du Millénaire en pensant que je représentais un pays riche et fortuné, de 4 millions d'habitants. La Norvège ne peut pas réaliser à elle seule ces objectifs, mais elle peut apporter une contribution déterminante. En tant que Premier Ministre, j'ai eu à cette époque comme aujourd'hui le privilège d'influer sur les engagements de mon pays sur le long terme.

Depuis, la Norvège a travaillé à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, mais nous avons axé plus particulièrement nos efforts sur l'objectif 4, la mortalité de l'enfant, et sur l'objectif 5, la santé maternelle, qui sont intrinsèquement liés.

Aujourd'hui, je me présente devant vous pour vous expliquer comment je souhaite travailler avec vous.

J'espère qu'un jour, quand nous regarderons en arrière, nous pourrons nous dire que nous avons sauvé des millions d'enfants et leurs mères, que des millions de familles peuvent ainsi se réjouir de voir leurs enfants grandir et devenir des éléments solides de leur communauté.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Nous avons tous le privilège d'occuper des postes déterminants pour la prestation des services de santé et pour en faire une ressource universelle.

Vous vous êtes rassemblés cette semaine pour encourager la solidarité mondiale en faveur de la santé.

La situation de la santé dans le monde a des répercussions profondes sur toutes les nations. Aucune ressource nationale n'a plus de valeur qu'une population instruite et en bonne santé.

Peu d'investissements ont un rendement plus élevé que ceux qui sont consacrés à la santé et à l'éducation pour tous.

Ces politiques aideront les pays où la pauvreté et la mauvaise santé sont endémiques à sortir de ce cercle vicieux et entrer dans un cercle vertueux.

Nous savons que la prospérité permet d'améliorer la santé, mais nous n'ignorons pas non plus qu'une population en bonne santé est une condition indispensable de la croissance économique.

Vous avez la lourde tâche de garantir à la population de votre pays la meilleure santé possible.

La responsabilité principale en incombe aux autorités nationales. Si vous ne mettez pas en place un système de santé opérationnel, la communauté internationale ne pourra guère agir.

Pour y parvenir, vous devez être soutenu par l'ensemble de votre gouvernement et, en particulier, par le ministre des finances de votre pays.

Vous devez réunir des arguments convaincants pour que les investissements nationaux dans la santé deviennent une dépense prioritaire.

Et tous vos efforts doivent se placer sous l'égide et recevoir le soutien des premiers ministres et des présidents du monde entier, qui doivent veiller à ce que des budgets suffisants pour la santé de leurs concitoyens soient une priorité fondamentale.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

A l'ère de la mondialisation, les agents pathogènes, les produits toxiques et les mauvaises habitudes n'ont pas besoin de passeports ou de visas pour voyager à une vitesse et à une échelle sans précédent.

Le VIH/sida, la tuberculose pharmacorésistante et de nouvelles épidémies nous menacent tous.

La santé de nos peuples dépend donc étroitement de ce qui se passe dans le reste du monde.

C'est la raison pour laquelle la sécurité sanitaire nationale et mondiale a pris une autre dimension. A l'échelle mondiale, la sécurité sanitaire d'ensemble est tributaire de celle du maillon le plus faible. Il est essentiel que chaque pays dispose de la capacité indispensable. La réponse doit être l'engagement commun d'agir ensemble.

La santé et la sécurité sanitaire mondiales sont des défis qui dépassent largement le secteur de la santé.

Le Ministre des Affaires étrangères de mon Gouvernement s'est engagé en faveur de la santé mondiale du point de vue de la politique étrangère.

Cette année, en mars, des ministres des affaires étrangères venus du monde entier se sont réunis à Oslo. Ils ont reconnu qu'à notre époque, la santé est devenue une question pressante de politique étrangère, et cela pour plusieurs raisons :

Les problèmes de santé peuvent menacer les sociétés.

Les préoccupations sanitaires sont des éléments essentiels de nombreux accords commerciaux.

La protection de la santé en situation de crise permet un redressement plus rapide.

La santé peut favoriser la paix et la réconciliation.

Les ministres des affaires étrangères vont désormais inviter d'autres personnes à se joindre à eux pour faire progresser ces questions.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Il ne peut y avoir de sécurité sanitaire sans professionnels de santé qualifiés sur le terrain.

Nous pouvons tous agir davantage pour mieux tirer parti de notre main-d'oeuvre. Mais il nous faut aussi collaborer pour endiguer le flux des professionnels qualifiés des pays pauvres vers les pays riches. Mon Gouvernement s'est engagé à relever ce défi dans un cadre mondial.

L'OMS est une institution essentielle dans le système des Nations Unies. La mondialisation impose le multilatéralisme et une Organisation des Nations Unies puissante pour relever les défis mondiaux de manière efficace et coordonnée.

Nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies qui

- tienne les promesses des objectifs du Millénaire pour le développement,
- agisse efficacement pour satisfaire vos besoins,
- fonctionne d'une manière unifiée et obtienne des résultats, attestés par des évaluations indépendantes.

Avec M. Diogo, Premier Ministre du Mozambique, et M. Aziz, Premier Ministre du Pakistan, j'ai eu l'honneur de présider le Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies.

Pour rendre l'Organisation des Nations Unies plus efficace, nous avons recommandé la création d'une seule représentation des Nations Unies dans chaque pays avec, dans toute la mesure possible, un seul responsable, un seul programme, un seul cadre budgétaire et un seul bureau.

L'inefficacité vient en partie du fait que de nombreuses institutions des Nations Unies se sont progressivement écartées de leur mission d'origine. C'est ainsi que, par exemple, plus de 16 institutions distinctes sont impliquées dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Les rôles et responsabilités se sont estompés au détriment des fonctions de base.

Nous sommes très heureux de voir que le nouveau Directeur général de l'OMS, le Dr Margaret Chan, s'apprête à appliquer les recommandations du Groupe de haut niveau. Elle s'est engagée à recentrer l'action de l'OMS sur ses fonctions de base. Pour cette raison également, c'est un leader véritablement remarquable.

Un enfant meurt toutes les trois secondes et une femme enceinte toutes les soixante secondes sur cette planète mondialisée. Ce sont au total plus de dix millions de décès que l'on enregistre chaque année.

Ce chiffre est inacceptable. Prendre des mesures correctrices, comme l'imposent les objectifs du Millénaire pour le développement, est pour nous un impératif moral.

Le moment est en effet venu :

- Nous sommes à mi-chemin entre 2000 et 2015.
- Avec l'appui des Nations Unies, les pays ont élaboré des plans pour atteindre les objectifs en ce qui concerne la santé de la mère et de l'enfant.
- Nous sommes dotés d'un nouveau Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant.

Le défi est de taille mais nous pouvons constater des progrès dans de nombreux domaines.

La vaccination est importante. La Norvège apporte un appui à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination depuis sa création en 2000 :

- des vaccins, anciens ou nouveaux, ont été administrés à plus de 150 millions d'enfants avec l'aide de l'Alliance. Selon l'UNICEF et l'OMS, cela a permis de sauver 2,3 millions de vies.
- Les résultats obtenus par l'Alliance ont constitué le terreau qui a permis de mobiliser d'autres fonds. De nouveaux mécanismes financiers ont été créés, comme le dispositif international de financement des vaccinations et les engagements d'achat à terme. Les ressources de l'Alliance ont, quant à elles, triplé.

Le Gouvernement norvégien est en train d'instaurer des partenariats avec plusieurs grands pays pour les aider à élaborer leurs propres plans en vue d'atteindre les objectifs 4 et 5 pour le Millénaire. Je pourrais citer en exemple notre collaboration avec l'Inde. Le Gouvernement indien, dirigé par le Premier Ministre M. Singh, a mis sur pied il y a deux ans un système de prestations en faveur des mères.

Le nombre des mères qui accouchent dans un établissement de santé a plus que doublé, et c'est ce que va annoncer également le Ministre de la Santé de l'Inde. S'inspirant de ce succès, le Gouvernement de ce pays avance à grand pas pour étendre ce système aux nouveau-nés. Je dois dire que nous sommes fiers d'avoir participé à cet effort.

Ce que nous devons faire maintenant, c'est élaborer un plan pour la montée en puissance des interventions les plus efficaces et les plus rentables qui permettront de sauver de nombreuses vies sans entraîner des dépenses exorbitantes.

Les ressources étant toutes limitées, elles doivent être gérées de façon avisée pour donner les meilleurs résultats. Nous devons gérer et mesurer nos activités en fonction des meilleures pratiques actuelles mais aussi les améliorer ensemble.

C'est pourquoi, depuis un certain temps déjà, nous travaillons avec un certain nombre de partenaires à la mise au point d'un « plan de travail mondial » pour accélérer les progrès en vue des objectifs 4 et 5 pour le Millénaire.

J'ai le plaisir aujourd'hui d'annoncer qu'un projet de cadre théorique pour ce plan mondial vous sera présenté sous peu pour que vous puissiez l'examiner.

J'espère pouvoir présenter le plan à New York en septembre.

Mais j'espère aussi que, grâce au plan, nous pourrons mobiliser des ressources supplémentaires qui nous aideront à atteindre les objectifs relatifs à la mortalité de l'enfant et à la santé maternelle.

Ce plan soulignera :

- Pourquoi nous devons faire davantage pour nous battre en faveur de la santé de la mère et de l'enfant.
- Comment nous devrions mieux nous organiser pour y parvenir.
- Les efforts qu'il faut encore faire pour atteindre les objectifs 4 et 5.

Il se peut que le plan donne au niveau le plus élevé l'impulsion politique nécessaire pour faciliter les actions concrètes à l'initiative des pays. Je suis très heureux que le Président Yodhoyono de l'Indonésie, le Président Kikwete de Tanzanie et le Président Guebuza du Mozambique, le Chancelier Gordon Brown, Bill & Melinda Gates et Graca Machel aient accepté jusqu'ici de s'associer à cette action dans le cadre d'un réseau de dirigeants mondiaux.

Les initiatives prolifèrent aujourd'hui sur la scène mondiale de la santé. C'est pourquoi, dans cette action particulière, nous nous proposons de privilégier le renforcement des services de santé, mesuré à l'aune de la réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant.

Nous proposons donc une approche fondée sur les résultats, approche qui nous permettra de conférer des bases plus solides aux structures internationales de santé.

Dans l'idéal, la communauté internationale devrait apporter un appui harmonisé à un seul plan, à savoir le plan sanitaire élaboré par le pays lui-même.

L'approche viendra renforcer la coordination et les fonctions essentielles des institutions internationales, dans l'esprit du programme de réforme adopté par les Nations Unies.

Qui plus est, une stratégie fondée sur les résultats permet de trouver un bon équilibre entre flexibilité et transparence :

Flexibilité des ressources au niveau local, où les besoins sont le mieux appréhendés.

Transparence accrue en insistant sur le compte rendu des résultats.

A partir du plan d'action mondial, nous allons :

Mener une action approfondie de plaidoyer et de communication pour faciliter la mise en oeuvre des mesures à l'initiative des gouvernements ;

Mobiliser des ressources financières supplémentaires pour l'appui aux pays, la recherche et l'innovation.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

C'est vous qui devez prendre la tête de cette initiative. Nous ne pourrions agir que si vous agissez.

Sauver la vie d'une mère,

Sauver la vie d'un enfant,

est une bénédiction pour sa famille,

une bénédiction pour son pays,

une bénédiction pour l'avenir durable de notre planète.

Je vous remercie de votre attention.

= = =